



PRÉFET DE L'YONNE

PRÉFECTURE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DE L'ANIMATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
INTERMINISTÉRIELLES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N°PREF-SAPPIE-BE-2020-060

du 20 FEV. 2020

levant la mise en demeure prise à l'encontre de la société TCP DEVELOPPEMENT sise à Sens

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-8, L.172-1 et suivants, L.511-1, L.512-20 et L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2009-0273 du 6 juillet 2009 autorisant la société TCP DEVELOPPEMENT à exploiter une activité de stockage sur le territoire de la commune de SENS ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BE-2019-0360 du 23 juillet 2019 mettant en demeure la société TCP DEVELOPPEMENT de respecter, pour son installation sise à SENS – 3, boulevard des Vauguilletes, l'article 7.6.8 et de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°PREF-DCDD-2009-0273 du 6 juillet 2009 et les articles 9 et 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

VU les courriers des 22 août et 23 octobre 2019 par lesquels M. le Directeur de la société TCP DEVELOPPEMENT a fait connaître les actions entreprises au sein de son établissement afin de respecter les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure susvisé ;

VU l'avis de l'inspection des installations classées du 4 février 2020 ;

CONSIDERANT que les dispositions de l'arrêté de mise en demeure n° PREF-SAPPIE-BE-2019-0360 du 23 juillet 2019 sont respectées ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

Article 1 : Objet

L'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BE-2019-0360 du 23 juillet 2019 mettant en demeure la société TCP DEVELOPPEMENT de respecter, pour son installation sise à SENS- 3, boulevard des Vauguilletes, l'article 7.6.8 et de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°PREF-DCDD-2009-0273 du 6 juillet 2009 et les articles 9 et 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 est abrogé.

Article 2 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : Exécution

Mme la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Yonne et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Directeur de la société TCP DEVELOPPEMENT à Sens et dont copie sera adressée à :

- M. le Sous-préfet de Sens,
- Mme le Maire de Sens,
- Mme la Responsable de l'Unité Interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'Yonne,
- M. le Directeur Départemental des Territoires.

Fait à Auxerre, le **20 FEV. 2020**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale



Françoise FUGIER

Délais et voies de recours :

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif sis 22, rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux, ou le Ministre de la transition écologique et solidaire d'un recours hiérarchique (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet).

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.